

L'hon. M. PEARSON: A ces pays, pas que je sache depuis six mois. Nous avons dépêché des gens au Pakistan et aux Indes à d'autres fins—non pour le genre de travail dont je parle mais nous avons des observateurs—observateurs des Nations Unies—qui voient à ce que la trêve soit observée entre l'Inde, le Pakistan et le Cachemire. Le Canada en a davantage là-bas que tout autre pays.

M. GREEN: Ce n'est pas ce dont je m'informe.

L'hon. M. PEARSON: Non, mais ce sont des secours.

M. GREEN: Pas du genre de ceux dont vous avez parlé il y a un instant.

L'hon. M. PEARSON: Je ne sache personne qui soit allé depuis le début de l'année s'occuper du service dont nous parlions.

M. BENIDICKSON: Lorsque vous dites que vous avez des demandes de secours dans le domaine technique en ces pays, voulez-vous dire qu'on a réclamé de l'aide temporaire de la part de gens à notre service, de façon qu'ils se chargent des problèmes là-bas?

L'hon. M. PEARSON: Soit cela, soit que nous y envoyions des gens prendre des contrats à longue échéance—pas nécessairement des gens à notre service mais au service d'organismes particuliers—des universités, et ainsi de suite.

M. BENIDICKSON: On ne propose pas que nous payions les traitements?

L'hon. M. PEARSON: Non.

M. BATER: Y a-t-il là des ouvertures pour nos jeunes gens gradués des écoles du ministère des Affaires des anciens combattants, et en général des cours donnés en vertu de l'assistance de guerre?

L'hon. M. PEARSON: Je ne connais guère la question, mais nous avons reçu des étudiants du Pakistan et de l'Inde à certaines de nos institutions.

M. GREEN: Combien en avons-nous reçu?

L'hon. M. PEARSON: J'ignore, mais je les ai vus.

M. STICK: Il y en a depuis des années.

M. McCUSKER: Qu'est-il arrivé à tous les fonctionnaires d'Angleterre en ces pays?

L'hon. M. PEARSON: Un grand nombre vivent de leurs pensions.

M. McCUSKER: Ne peut-on leur trouver un nouvel emploi?

L'hon. M. PEARSON: Certains d'entre eux vivent encore là-bas.

M. PICARD: Voulez-vous dire que l'Inde et le Pakistan préféreraient avoir des techniciens canadiens à la place des techniciens anglais, et les Indonésiens, des Canadiens à la place des Hollandais? Sous les gouvernements antérieurs, ces peuples n'ont-ils pas eu de techniciens qui collaboraient avec la population de l'endroit? N'ont-ils pas eu de techniciens qui auraient pu les aider à lancer ces programmes?

L'hon. M. PEARSON: Oui, ils en ont eu, mais ils étaient à court de techniciens, et lors des changements politiques, certains d'entre eux, quand les colonies devinrent indépendantes, prirent leur retraite.

M. PICARD: Ces pays préféreraient avoir nos gens?

L'hon. M. PEARSON: Ces pays peuvent être plus conscients de leurs besoins depuis qu'ils ont la responsabilité de leurs propres affaires.

M. McCUSKER: J'aurais une question à poser; je n'abuserai pas de votre temps. J'ai appris, par le journal, qu'un envoi de voitures automobiles en provenance de la Tchécoslovaquie avait été saboté. Je me demande si ce fait se rattache à la guerre froide et s'il peut entraîner des complications internationales?